



**FPE - CIGA**  
Fédération Patronale  
et Économique



**N°67**  
OCTOBRE 2023

# INTERFACE

Journal de la Fédération Patronale et Économique

LAPOSTE

**P.P.**  
CH - 1630 Bulle

# 75 ANS – UNE VIE À VOS CÔTÉS

INTERVIEW DE JERRY KRATTIGER,  
DIRECTEUR DE LA PROMFR

À l'occasion des 75 ans de la FPE-CIGA, plusieurs personnalités témoignent du rôle joué par notre Fédération dans la vie et l'économie du canton. Pour cette troisième édition, Jerry Krattiger, Directeur de la Promotion économique du canton de Fribourg (PromFR), parle de la relation avec la FPE-CIGA et son rôle pour le sud du canton et ses entreprises.

**Interface : Quelles sont les missions de la PromFR pour le canton ?**

**Jerry Krattiger :** La Promotion économique du canton de Fribourg (PromFR) a été créée en 1971 et fait partie de la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle. Les activités de la PromFR sont tournées à 70% vers la promotion endogène, c'est-à-dire les forces vives du canton. L'objectif est d'aider les entreprises et régions à se développer, mais aussi d'encourager la création de nouvelles entreprises innovantes dans le canton. La promotion exogène, quant à elle, représente 30% des activités de la PromFR. Elle vise à encourager l'implantation d'entreprises dans le canton. Ceci reste un important vecteur de croissance et de renouvellement pour le canton. L'implantation de Rolex à Bulle en est bel exemple. La PromFR est aussi responsable de la mise-en-œuvre de la Nouvelle Politique Régionale (NPR), notamment à travers le soutien de projets collaboratifs entre entreprises et hautes écoles.



**Quelle a été l'évolution de canton, plus particulièrement du sud, ces dernières années ?**

Depuis les débuts de la FPE-CIGA, le canton de Fribourg a connu une évolution spectaculaire. Son puissant développement économique a été d'autant plus remarquable que le canton est parti de loin. Jusque dans les années 1950, nous avons en effet connu une émigration importante.

Cela a bien changé. Aujourd'hui, Fribourg fait partie des cantons avec la plus forte croissance démographique et affiche la population la plus jeune en Suisse. Entre 1950 et 2021, elle a même plus que doublé, passant de 159'000 à 330'000 habitants. Ce qui représente une hausse de +108% pour l'ensemble du canton. Pour le sud fribourgeois, qui regroupe les districts de la Gruyère, de la Glâne et de la Veveyse, cette hausse a été quasiment identique (+104%). En outre, avec l'implantation d'entreprises de qualité telles que Liebherr ou UCB Farchim, le Sud du canton a grandement contribué à l'industrialisation de l'ensemble du canton.

**Quelle relation entretiennent la PromFR et la FPE-CIGA ?**

La PromFR a des contacts à différents niveaux avec la FPE. Son Président, Claude Ambrosini, est par exemple à la fois membre et doyen de la Commission des mesures d'aide en matière de promotion économique (CAPE), qui accorde des aides financières aux entreprises. Pendant la crise du Covid, la PromFR a travaillé très étroitement avec la FPE, qui a été un sparring-partner précieux pendant cette période, et nous a aidés à mettre en œuvre les différentes mesures de soutien aux entreprises. Elle est également pour nous un partenaire de premier plan dans la préparation à une éventuelle crise énergétique. Nous constatons que les grandes entreprises sont bien préparées aux pénuries d'énergie, ce qui est moins le cas des PME. Pour atteindre ces entrepreneurs et les informer, des partenaires comme la FPE sont cruciaux.

**Est-ce que vous pouvez citer quelques projets dans lesquels la FPE et/ou sa directrice Nadine Gobet a eu un rôle à jouer ?**

En tant que Secrétaire régionale de l'ARG (Association Régionale la Gruyère), Nadine Gobet est une partenaire incontournable de la PromFR pour ce qui concerne les projets NPR dans le district de la Gruyère. Elle a par exemple été un moteur dans la réalisation du Suisse Fondue Festival, qui a eu lieu en 2022 à Fribourg, et dont le secrétariat a été assuré par la FPE.

**De votre point de vue, qu'est-ce que la FPE apporte au canton de Fribourg ?**

La FPE fait partie des interlocuteurs privilégiés de la PromFR pour le sud du canton. Avec ses plus de 4'100 membres, elle représente plus de 21'000 emplois. La FPE est ainsi un acteur-clé de la prospérité de notre canton, qui défend les intérêts des PME et des entrepreneurs.

*Propos recueillis par Anaïs Bourbia*

## LE SAVIEZ-VOUS ?

# 26

C'est le nombre de formations que nous proposons dans notre programme 2023-2024. L'objectif de ces cours est d'aider les personnes intéressées à enrichir continuellement leurs connaissances, afin de répondre à l'évolution constante des exigences du monde du travail. Plusieurs catégories de thèmes sont abordées : RH et management, communication, marketing et vente, administration, santé, informatique ou encore droit et comptabilité. Le programme complet est à retrouver sur notre site [fpe-ciga.ch/formations](https://fpe-ciga.ch/formations).

## EDITO



### Une alliance des organisations patronales pour les élections fédérales

Les élections fédérales approchent à grands pas. Le 22 octobre prochain, la population est appelée aux urnes afin d'élire nos représentant-e-s au Conseil des Etats et au Conseil national. C'est dans ce contexte qu'un dossier spécial élections fédérales vous est proposé dans cette édition d'Interface. Plusieurs candidates et candidats aux chambres fédérales se sont prêtés au jeu et ont répondu à quelques questions concernant des problématiques politiques et économiques actuelles.

En vue des élections fédérales, les quatre principales faïtières de l'économie et de l'agriculture, à savoir economiesuisse, l'Union suisse des arts et métiers (USAM), l'Union patronale suisse (UPS) et l'Union suisse des paysans (USP), ont lancé une campagne commune « Perspective Suisse ». Les quatre organisations avaient déjà formé une alliance pour la réforme AVS 21, qui avait porté ses fruits.

L'objectif de cette campagne commune est non seulement de démontrer les points communs entre l'économie et l'agriculture, mais également l'implication que peut avoir la population dans ces secteurs. Les thèmes principaux défendus par les quatre organisations sont notamment la sécurité et stabilité, les assurances sociales, la formation professionnelle, la durabilité, la sécurité alimentaire et l'approvisionnement énergétique.

La campagne sera une opportunité d'offrir une plateforme aux candidates et candidats qui soutiennent ces thèmes et sont favorables de manière générale à l'économie et l'agriculture. Les faïtières ont annoncé attendre des politiques de réagir « avec agilité et rapidité », comme le font les plus de 600'000 entreprises et leurs 4,5 millions d'employés en Suisse.

Une chose est sûre, les quatre prochaines années seront riches en thèmes importants pour le futur de notre pays et de notre économie. La nouvelle législature devra travailler sur des dossiers complexes et délicats. C'est pourquoi il est important d'aller voter le 22 octobre prochain pour élire nos futur-e-s représentant-e-s aux chambres fédérales.

Claude Ambrosini  
Président du Comité directeur de la FPE-CIGA

# ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2023



Le 22 octobre auront lieu les élections fédérales qui permettront à la population suisse d'élire son Parlement. Comme pour les précédentes élections, en 2011, 2015 et 2019, Interface donne la parole à plusieurs candidat-e-s fribourgeois-e-s.

Ainsi, nous avons contacté les candidates et candidats des partis de droite et de centre-droit (Le Centre, PLR, PVL, UDC) pour le Conseil des États, et, pour le Conseil national, plus particulièrement celles et ceux domicilié-e-s en Gruyère et Veveyse, les deux districts dans lesquels se trouvent nos membres.

Trois questions sur des thèmes politiques et économiques actuels ont été posées aux quatre candidat-e-s au Conseil des États et trois autres aux sept candidat-e-s au Conseil national.

## CANDIDAT-E-S AU CONSEIL DES ÉTATS



**Isabelle Chassot**  
Le Centre  
Granges-Paccot



**Johanna Gapany**  
PLR  
Bulle



**Leonardo Gomez Mariaca**  
PVL  
Fribourg



**Pierre-André Page**  
UDC  
Châtonnaye

# CONSEIL DES ÉTATS

## 1. QUE PRÉCONISEZ-VOUS CONCERNANT NOS RELATIONS AVEC L'UNION EUROPÉENNE ?

**Isabelle Chassot:** Faire cavalier seul n'est pas une solution. Le partenariat avec l'UE dans le domaine économique, mais aussi de la formation et de la recherche, a contribué à la prospérité de notre pays. Aussi, les accords bilatéraux avec l'UE sont d'une importance primordiale. L'UE est non seulement le principal partenaire commercial de la Suisse - premier client de nos entreprises - mais elle est aussi incontournable dans des domaines comme la mobilité, la sécurité, la santé ou l'énergie, etc. Ainsi, il y a urgence à rétablir des relations stables avec notre principal partenaire, car la Suisse partage une véritable communauté de destin avec l'UE. L'impulsion doit venir du Conseil fédéral.

## 2. COMMENT VOYEZ-VOUS LE FUTUR DE L'IMMIGRATION EN SUISSE ?

**Johanna Gapany:** Des relations solides et stables. On doit absolument renforcer les accords existants et développer de nouveaux accords par branche avec notre partenaire le plus important avec qui nous comptons plus de 60% des échanges commerciaux. Nous en avons également besoin pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre et pour renforcer notre sécurité. En parallèle, nous allons renforcer notre approvisionnement (énergie, alimentation, médicament). Parce que nous devons être un partenaire fort pour sortir gagnants des négociations.

**Leonardo Gomez Mariaca:** L'Europe est notre partenaire commercial le plus important. Outre les difficultés générées pour nos entreprises,

l'échec des négociations et le renvoi partiel de la Suisse des programmes Horizon Europe et Erasmus+ mettent en danger notre prospérité scientifique. Je me positionne donc en faveur d'une intégration à l'Espace économique européen, solution la plus durable nous permettant en prime de contribuer au développement du marché intérieur.

**Pierre-André Page:** Nous devons favoriser nos accords bilatéraux avec l'UE par branche. Deux exemples: nos accès aux échanges de formation pour nos jeunes et l'accord sur l'électricité, à négocier rapidement. Avec la transition énergétique décidée par le peuple, nous avons besoin d'électricité et son prix pèse déjà sur le porte-monnaie du citoyen.

**Isabelle Chassot:** Progrès de la numérisation, mutation vers une société de services, diminution de la proportion des personnes en âge de travailler: les besoins en main-d'œuvre qualifiée continueront de croître. C'est une réalité chiffrée. Parallèlement à la libre-circulation qui répond aux besoins des entreprises suisses, il convient de conduire une politique migratoire à la fois humaine et résolue, conforme à la tradition humanitaire de notre pays mais qui ne cautionne pas pour autant les comportements abusifs.

**Johanna Gapany:** La Suisse a su tirer profit de son immigration jusqu'à présent, ce qui ne signifie pas que nous avons la formule magique. Au contraire, les défis changent et

nous devons nous adapter. Le vieillissement de la population, la forte pénurie de main-d'œuvre et l'actualité internationale exigent de nous d'être autant stricts que nécessaires pour accueillir de nouveaux migrants dans les meilleures conditions possibles, et en même temps suffisamment ouverts et flexibles pour permettre aux entreprises d'engager la main-d'œuvre dont elles ont besoin lorsqu'elles ne la trouvent pas au niveau local. En résumé, stricts mais justes.

**Leonardo Gomez Mariaca:** La success story suisse est une histoire d'immigration. Nestlé a été fondée par un Suisse d'origine allemande, tout comme Novartis. Le fondateur de Richemont est d'origine sud-africaine, alors que celui de Swatch Group était d'origine libanaise. Notre population est vieillissante, et nous manquons de main-d'œuvre qualifiée. Nous avons besoin de l'immigration, qui fait déjà partie de notre identité nationale. Notre futur réside dans une meilleure planification des flux, afin de mieux préparer nos infrastructures.

**Pierre-André Page:** Face à l'immigration, notre pays doit continuer à dire «oui» à la tradition humanitaire mais «non» à un afflux massif et non maîtrisé. Les procédures d'asile doivent s'effectuer dans le pays de départ; puis, celui qui vient en Suisse est personnellement responsable de son intégration, il travaille et ne vit pas de l'aide sociale. Car c'est le contribuable qui alimente cette aide, dont les caisses ne sont pas intarissables.

## 3. QUELLES SOLUTIONS PEUVENT ÊTRE APPORTÉES POUR ENDIGUER LA HAUSSE DES PRIMES D'ASSURANCE MALADIE ET AMÉLIORER LE POUVOIR D'ACHAT DE LA POPULATION ?

**Isabelle Chassot:** La situation actuelle n'est plus acceptable. La prochaine augmentation sera difficilement supportable pour beaucoup, la classe moyenne étant la catégorie la plus exposée à l'augmentation des primes. Il est nécessaire d'agir sur les causes de l'augmentation incontrôlée des coûts en intervenant à tous les niveaux du système de santé et sur le soutien renforcé aux personnes à revenu modeste et aux familles.

**Johanna Gapany:** Le vieillissement de la population et la qualité de vie confirment que l'évolution est fulgurante dans le médical. Et pour maîtriser les coûts, il ne faut pas freiner le progrès mais améliorer l'efficacité. Le dossier électronique du patient doit vraiment être développé pour éviter les doublons dans les analyses, garantir une prise en charge rapide, sans effectuer une multitude d'exams. La transparence est également nécessaire pour comparer et choisir où nous voulons nous faire soigner, quelle prestation nous voulons, et à quel prix. J'ai déjà beaucoup travaillé sur ce sujet dans la commission de la santé, et je continuerai.

**Leonardo Gomez Mariaca:** À court terme, il nous faut limiter la marge de manœuvre des caisses dans la gestion de leurs réserves: rappelons-nous qu'en 2021, les primes ont baissé. Si même en période de pandémie, nous refusons d'utiliser les réserves, il nous faut les

plafonner. À long terme, la digitalisation doit être poursuivie. Un tarif adapté et remis à jour constamment doit suivre ce mouvement, à défaut de devenir obsolète comme le Tarmed. Cela à un coût, mais permet des économies d'échelle et des traitements précoces pour le bien des patients.

**Pierre-André Page:** Stopper la hausse des primes de l'assurance-maladie, voire la baisser, n'est pas impossible! Pensons à diminuer le prix des médicaments grâce aux génériques.

## CANDIDAT-E-S AU CONSEIL NATIONAL



**Raffael Favaretto**  
PVL  
Bouloz



**François Genoud**  
Le Centre  
Granges



**Nadine Gobet**  
PLR  
Bulle



**Laure Haldimann**  
UDC  
Châtel-sur-Montsalvens



**Roland Mesot**  
UDC  
Châtel-St-Denis



**Savio Michellod**  
PLR  
Granges



**Marie-France Roth-Pasquier**  
Le Centre  
Bulle

# CONSEIL NATIONAL

## 1. QUEL EST VOTRE AVIS SUR NOTRE SYSTÈME DE PRÉVOYANCE VIEILLESSE ?

**Raffael Favaretto:** Il faut soutenir la réforme de la prévoyance professionnelle (LPP) adoptée en mars par le Parlement. Elle ouvre une modernisation en profondeur, ouvre l'accès au 2<sup>ème</sup> pilier à plus de personnes, et renforce l'équité intergénérationnelle. Cela renforcera la prévoyance des jeunes, des femmes, des travailleurs à temps partiel et de la classe moyenne.

**François Genoud:** Notre système de prévoyance fondé sur trois piliers est performant et donne de manière générale satisfaction. Cependant, il faudrait une fois pour toutes remédier à l'inégalité entre couples mariés et concubins dans le domaine des rentes AVS, comme le réclame depuis longtemps notre formation. Par ailleurs, la récente réforme de la prévoyance professionnelle constitue une solution équilibrée afin de pérenniser les rentes. Mais l'augmentation constante de l'espérance de vie va nous forcer à devoir exploiter encore d'autres pistes, par exemple en lien avec le 3<sup>ème</sup> pilier.

**Nadine Gobet:** L'augmentation de l'espérance de vie, les nouveaux modes de travail et les rendements financiers incertains nous obligent à réformer nos assurances sociales. Pour l'AVS, une réforme approfondie doit être envisagée avec, par exemple, une réflexion sur le modèle des années de cotisation qui permet de mieux tenir compte

de la pénibilité du travail. Pour le deuxième pilier, nous devons trouver des solutions au niveau de la déduction de coordination pour les personnes travaillant à temps partiel, en particulier les femmes et revoir l'échelle des taux de cotisation pour les employés plus âgés.

**Laure Haldimann:** La prévoyance vieillesse, à savoir l'AVS et la prévoyance professionnelle (1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> pilier), est l'assurance sociale la plus importante de Suisse. Ce système de piliers représente une solidarité unique en son genre. Malheureusement, la prévoyance vieillesse ne sera pas viable sur le long terme et elle démontre d'ores et déjà des faiblesses. Je m'engage pour que les réformes futures garantissent à nos aînés une indépendance financière bien méritée.

**Roland Mesot:** Avant de vouloir encore faire peser la charge du financement de l'AVS sur les épaules des salariées et salariés, nous devons trouver des montants à affecter au financement du système de l'AVS. Ceux-ci pourraient être pris dans les multiples et très élevées contributions, aides et subventions versées hors de nos frontières, par exemple à l'Union Européenne. Nous devons également exonérer fiscalement les rentes AVS.

**Savio Michellod:** Notre système de prévoyance n'est aujourd'hui plus pérenne. Il doit donc être réformé en raison d'une évolution défavorable du nombre d'actifs

par retraité, et parce que les perspectives de croissance, sur lesquelles il repose, sont tout à fait incertaines. Ne nous y méprenons pas, c'est bien l'énergie abondante qui a permis l'éclosion de notre système de prévoyance, grâce à la formidable croissance économique des 150 dernières années. Ce monde-là touche à sa fin, et nous avons tout intérêt à nous y préparer.

**Marie-France Roth-Pasquier:** Notre système de prévoyance vieillesse est unique et a fait ses preuves. Cependant, devant les défis démographiques que nous vivons, il doit être réformé pour pouvoir assurer une rente décente à chacun de nos retraités. Or, cela n'est plus garanti. Nous devons réfléchir à de nouvelles sources de financement et, sans aller vers une augmentation unilatérale de l'âge de la retraite, il paraît judicieux de penser à la rendre plus flexible. Le futur rentier devrait pouvoir partir à la retraite entre 63 et 70 ans, de manière volontaire et en fonction de son état de santé.

## 2. QUE FAIRE FACE AU RISQUE DE PÉNURIE D'ÉNERGIE ?

**Raffael Favaretto:** Dans ce domaine, je m'engage au sein du comité de l'aefribourg et je soutiens les 4 axes stratégiques du PVL. Efficacité: En numérisant systématiquement l'alimentation et la consommation, un gain d'efficacité de 40% est possible. Il faut soutenir les initiatives dans l'efficacité des bâtiments et de la mobilité. Énergies renouvelables: Il faut développer massivement les EnR et surtout exploiter tout le potentiel

solaire (photovoltaïque et solaire thermique). Stockage en suffisance: Le concept du «Power-to-X» doit être développé et les fluctuations au cours de la journée compensées par des batteries dans les bâtiments, les quartiers et les voitures électriques. Europe: L'accès au marché européen de l'énergie est essentiel pour notre approvisionnement énergétique.

**François Genoud:** Sur le court terme, chaque citoyen et entreprise doit faire preuve de responsabilité en réduisant sa consommation. L'exemple de l'hiver dernier prouve que cela est possible, avec en outre un impact économique positif. De manière plus globale, la réflexion sur le développement des énergies renouvelables doit se faire sans tabou! Enfin, si une pénurie devait survenir, l'Etat est prêt avec des plans d'action que l'on espère efficaces.

**Nadine Gobet:** Pour garantir notre approvisionnement énergétique, il est essentiel de recourir aux différents types d'énergies renouvelables disponibles dans notre pays. Nous devons accélérer l'assainissement des bâtiments, développer de nouvelles technologies, soutenir l'innovation et simplifier les procédures pour permettre à la Suisse de devenir plus autonome et d'accroître notre sécurité énergétique.

**Laure Haldimann:** La pénurie d'énergie va devenir un grave problème et il est temps d'agir pour garantir à nos citoyens un apport constant en énergie. Je suis personnellement pour la pose d'éoliennes qui sont capables de nous fournir une solution rapide pour couvrir nos besoins en électricité. Les panneaux

solaires ne suffiront malheureusement pas. Face aux opposants de l'éolien, nous devons nous tourner vers l'ouverture de nouvelles centrales nucléaires.

**Roland Mesot:** Mettre en place des mesures réalisables plutôt que des mesures utopiques qui ne répondent qu'à une idéologie. Les nouvelles technologies économiquement rentables et respectant le paysage doivent être soutenues (par exemple, dans nos régions de montagne, les projets hydrauliques). Comme cela se fait pour le solaire avec le système «d'annonce», il faut favoriser les démarches administratives pour les systèmes de production d'énergie durable que les particuliers souhaitent installer. À la place des mesures contraignantes (inapplicables dans les régions rurales) voulues par la gauche, il faut privilégier les actions incitatives.

**Savio Michellod:** Il ne s'agit pas d'un risque, mais d'une réalité. D'une part parce que nous devons nous passer des énergies fossiles, d'autre part parce que des pays jusqu'alors peu gourmands en énergie ont des besoins toujours plus conséquents, et les moyens de les financer. La Suisse doit donc assurer, autant que possible, son indépendance énergétique et revenir sur sa décision d'abandonner le nucléaire. Nous ne pourrions pas nous plus faire l'impasser sur une dose de sobriété et, là encore, préparons-nous. Car la sobriété subie, c'est de la pauvreté.

**Marie-France Roth-Pasquier:** La solution la plus efficace est d'économiser l'énergie! Et cela n'est pas un gros mot! Elle est précieuse

et nous la consommons sans en être conscients. Par ailleurs, nous devons nous libérer des sources d'énergie fossile et développer nos propres énergies renouvelables. Le Parlement a décidé d'investir en masse dans le renouvelable suisse, dans l'isolation de nos bâtiments et dans l'innovation qui ne réduira pas tout mais apportera une partie des solutions. C'est une chance unique pour nos entreprises qui peuvent se développer sur le long terme dans les domaines vitaux que sont l'énergie et le climat.

## 3. AU VU DE LA PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE QUALIFIÉE, QUELLES SOLUTIONS DEVRAIENT ÊTRE MISES EN PLACE SELON VOUS ?

**Raffael Favaretto:** À ce sujet, je me concentrerai sur 3 pistes: Soutenir la compatibilité de la famille et de la carrière à travers une offre de crèches et d'écoles de jour plus importantes et un congé parental suffisant afin d'éviter les interruptions de carrière. Rendre l'éducation et la formation continue plus attrayantes dans les domaines concernés par la pénurie. L'intégration du numérique dans l'enseignement doit enfin être assurée sérieusement. Conclusion des accords bilatéraux avec l'Europe ambitieux. C'est grâce à l'accès à la main-d'œuvre européenne que nous avons pu soutenir la croissance de notre économie et pourront encore le faire à l'avenir.

**François Genoud:** Il s'agit d'abord d'accorder davantage de moyens financiers, humains et stratégiques aux services d'orientation professionnelle, à tous les niveaux, afin de

valoriser les filières qui souffrent le plus de cette pénurie. Cela ne suffira néanmoins pas à pallier totalement ce problème. La Suisse va donc devoir continuer à importer de la main-d'œuvre, notamment qualifiée, en se montrant attractive au niveau social et salarial, mais aussi dans la qualité de vie qu'elle propose.

**Nadine Gobet:** Cette pénurie touche pratiquement tous les secteurs et est renforcée par les nouveaux modes de travail. Il faut mieux utiliser le potentiel existant de main d'œuvre indigène, en promouvant la filière de formation par l'apprentissage, la formation continue et les reconversions professionnelles, et en soutenant celles et ceux qui seraient disposés à travailler à temps partiel au-delà de l'âge de la retraite avec des mesures incitatives. Parallèlement, la conciliation de la vie familiale et professionnelle doit être favorisée en encourageant celles et ceux qui souhaitent reprendre une activité professionnelle ou augmenter leur taux d'activité, grâce notamment à une offre suffisante de places d'accueil pour les enfants à des coûts abordables.

**Laure Haldimann:** Une meilleure information de nos jeunes. Je me souviens de ma deuxième année au Cycle d'orientation où l'on nous a informés qu'avant la fin de l'année nous devrions avoir trouvé un apprentissage. Or, sans avoir de formations ou d'explications concrètes sur les domaines que l'on pouvait choisir, je me suis tournée vers les études qui me permettaient d'obtenir plus de temps pour me décider. Ainsi, je pense

que favoriser des possibilités de mettre nos jeunes en relation avec des métiers qui seront susceptibles de leur plaire dans le futur ainsi que revaloriser les CFC sont primordiaux.

**Roland Mesot:** Nous subissons les conséquences des années durant lesquelles les jeunes étaient dirigés, parfois avec insistance, vers les filières académiques. Il faut maintenant accentuer et favoriser l'engagement des jeunes vers les professions techniques et manuelles. Ces professions doivent aussi être mises en valeur. Le soutien à la formation duale et à l'encadrement des apprentis doit être encore plus marqué.

**Savio Michellod:** Je suis défavorable à l'augmentation des contingents des États tiers. Il faut d'abord exploiter le potentiel de main-d'œuvre indigène en améliorant la conciliation entre vie professionnelle et vie privée (structures d'accueil, télétravail), en donnant envie aux jeunes de se former dans les filières en pénurie, aux plus âgés

**Marie-France Roth-Pasquier:** Cette pénurie, liée à une évolution technologique très rapide qui transforme le marché du travail, est préoccupante. L'éducation est notre principale force. Faire évoluer le système de formation sera nécessaire pour aider les travailleurs à s'adapter aux nouveaux métiers. Il est essentiel de développer la formation continue tout au long de la vie afin de répondre aux besoins de l'économie et créer des opportunités pour chacun. Poursuivre les négociations avec l'UE pour s'assurer une main d'œuvre qualifiée est vital également.

# NOTRE RÉGION A DU TALENT GRUYÈRE SPACE PROGRAM

Pour parler de fusées, pas forcément besoin de se rendre à la NASA. Dans notre région, des jeunes passionnés, étudiants à l'EPFL, ont créé leur propre association, Gruyère Space Program (GSP). C'est à Lessoc, dans la grange des parents d'un des co-fondateurs, que Simon Both, Jérémy Marciacq, Julie Böhning, Pierre Morin et Lionel Isoz travaillent sur leur projet: une fusée de 2,50m, appelée Colibri. Leur mission sera de la lancer à 100m, de la stabiliser pendant plus d'une minute, puis de la faire atterrir à la verticale. Une première en Europe pour ce type d'engin et une technologie importante pour pouvoir réutiliser les fusées.

Après avoir fabriqué leurs premiers modèles réduits en Bachelor grâce à une imprimante 3D, les cinq passionnés n'ont cessé de développer leurs compétences à côté de leurs études, améliorant toujours plus la technologie utilisée. Aujourd'hui, ils travaillent en parallèle sur plusieurs projets, également avec l'aide de stagiaires d'autres écoles qui

viennent les épauler durant les vacances d'été. À côté de Colibri, ils sont notamment en train de développer un moteur qui permettra de la faire décoller et atterrir.

Dans les prochains mois, l'équipe de GSP va faire monter Colibri à un mètre au-dessus du sol, dans un premier temps attaché à une grue. Plusieurs étapes seront donc encore nécessaires avant d'atteindre l'objectif final. Tout au long du développement de leur projet, les cinq co-fondateurs ont pu compter sur le soutien indispensable de leurs sponsors, dont plusieurs entreprises fribourgeoises\*, sans qui ils n'auraient pas pu obtenir le financement et le matériel nécessaire.

\*Akiza Sàrl, Berset Mécanique, Blein Meyer SA, Energie Concept SA, Groupe Grisoni, Gruyère Energie SA (GESA), la Ville de Bulle, Wyssmüller Automobiles SA et Yerly Grues SA



## NOTRE PLATEFORME E-SERVICES FAIT PEAU NEUVE



**Nous avons le plaisir de vous informer que notre plateforme e-services fait peau neuve. Découvrez dès à présent la nouvelle apparence et les nouvelles fonctionnalités destinées à vous simplifier encore plus la vie au quotidien.**

### Gouvernance renforcée grâce à une meilleure gestion des droits

Les différents niveaux de droits ont été adaptés pour mieux correspondre à la réalité de leur utilisation en entreprise. Ils permettent une adaptation plus fine des règles de gouvernance.

### Toutes les informations essentielles en un clin d'œil

Grâce à la nouvelle apparence de la plateforme et à sa nouvelle ergonomie, naviguez de manière intuitive parmi les différentes fonctionnalités. Le menu permet un accès facile aux principales fonctions. Suivez aisément vos demandes en cours et retrouvez tous vos documents.

### Nouveau module 1<sup>er</sup> pilier pour les indépendants

Ce module 1<sup>er</sup> pilier destiné spécifiquement aux indépendants affiliés à la CIGA permet notamment d'annoncer et de modifier le revenu annuel ou de récupérer les décomptes de cotisations directement dans la messagerie sécurisée.

### Démarches en ligne facilitées

Grâce aux services électroniques de la CIGA et de la CIEPP, effectuez en ligne de nombreuses démarches telles que les demandes d'allocations familiales, les annonces d'entrée et de sortie de collaborateurs ou les annonces de salaires.

Nous espérons vivement que vous apprécierez le nouveau visage des e-Services et restons bien entendu à votre disposition pour toute éventuelle question au **026 919 87 40**, ou par email à **contact-eservices@ciga.ch**. Plus d'informations sont également disponibles sur notre site internet **fpe-ciga.ch/e-services**.

## IMPRESSUM

**Edition**  
FPE-CIGA, Bulle

**Rédaction**  
Anaïs Bourbia

**Concept graphique  
& Mise en page**  
Agence Dep-Art,  
Riaz

**Impression**  
media f imprimerie SA,  
Bulle

**Photos**  
STEMUTZ



**FPE-CIGA**  
Fédération Patronale  
et Économique

